

Ils font l'actu

SYLVIE BRUNEL

« La France doit reprendre la main sur son agriculture »

Géographe spécialiste des questions agricoles, professeur à l'Université Paris IV, Sylvie Brunel vient de publier « Pourquoi les paysans vont sauver le monde ». Interview.

Tangi Leprohon

Retraites, PAC, pesticides, bien-être animal, mouvement Vegan : le monde agricole français est en pleine crise. Est-ce pour vous une surprise ?

Non, ce n'est pas une surprise mais une immense déception. Depuis les années 90, le monde agricole met tout en œuvre pour répondre aux attentes sociétales. Et on a le sentiment que plus il en fait, plus on lui en demande en oubliant que sa vocation est d'abord une vocation nourricière, que notre pays a atteint une certaine indépendance et souveraineté alimentaire après une période très difficile après-guerre. Je suis très marquée par l'ampleur des contraintes réglementaires et sociales qui pèsent sur les agriculteurs et la continuation d'un discours négatif, accablant. On a le sentiment que ceux qui critiquent l'agriculture n'ont jamais visité une ferme, n'ont jamais parlé avec un exploitant.

Comme l'illustre le film « Au nom de la terre », beaucoup d'exploitants, en intégrant des circuits fermés de production, sont devenus de simples manoeuvres en perdant le choix de l'alimentation du bétail, des intrants, et bien sûr, des prix de vente. Faut-il imaginer d'autres modèles ?

Pour moi qui ai travaillé 17 ans dans l'humanitaire et vu la précarité des paysans isolés exposés à la fluctuation des prix du marché, à la violence des relations avec les autres acteurs de la filière, je comprends parfaitement le mouvement de structuration de l'agriculture française. C'était une nécessité. Maintenant, ce système a des limites : la perte d'autonomie dans certaines exploitations. Il est nécessaire de repenser la relation du paysan avec son environnement. Mais il faut quand même voir une chose : la Bretagne a très peu de disponibilité foncière. Pour cette région, un modèle intégré est une nécessité pour répondre à la fois aux enjeux bretons mais aussi nourriciers de la France. Si la Bretagne passait en circuits courts - c'est le grand fantasme des urbains - elle ne consommerait

que 7 % de sa production, c'est-à-dire que le paysan mourrait de faim : on reviendrait à la misère, comme au début du XX^e siècle, parce que ce qu'il produirait ne suffirait pas pour le nourrir. Si la Bretagne se repliait sur elle-même, eh bien Paris mourrait de faim parce que la capitale n'assure que 6 % de son alimentation.

La Bretagne nourrit Paris et il est extrêmement important pour son agriculture de ne pas perdre de vue ce qui a toujours fait sa force : sa compétitivité sur de petites surfaces. C'est une agriculture qui a connu une montée en technicité, professionnalisation, recherche. L'agriculture bretonne, parce qu'elle a été justement sous le feu des critiques, est un modèle d'exemplarité.

Aujourd'hui, la troisième révolution agricole a commencé : il faut être capable de continuer à produire de façon compétitive pour répondre aux besoins nourriciers du monde et, en même temps, répondre à toutes les attentes écologiques.

Bien sûr, le film « Au nom de la terre » montre un échec, une situation qui aboutit à un drame d'ailleurs présent aujourd'hui dans certaines exploitations françaises... Mais c'est tout le problème des périodes de mutation, de transition. L'agriculture est en train de se réécrire, de se réinventer. Il faut l'accompagner, pas la stigmatiser.

L'idée d'une politique agricole française forte aux objectifs clairement définis, ne s'est-elle pas diluée ces dernières décennies dans la politique agricole commune (PAC) ?

La PAC a permis de dresser un dessein européen avec l'idée qu'il fallait arracher l'Europe à la malnutrition, à la pauvreté et en même temps rendre accessible la nourriture aux consommateurs. Cette PAC a tellement bien réussi, la France étant le premier pays agricole de l'Union européenne avec 20 % de la production, qu'on a eu la surproduction et le problème de la gestion régulée de l'offre via les quotas.

Et depuis les années 2000, on est entré dans une phase à la fois de libéralisation et dans un élargissement



« L'agriculture est un secteur d'intérêt général, la France ne doit pas connaître pour l'agriculture ce qu'elle a vécu avec la désindustrialisation », estime Sylvie Brunel. Photo DR

« Si la Bretagne passait en circuits courts, elle ne consommerait que 7 % de sa production, c'est-à-dire que le paysan mourrait de faim ».

de l'UE qui fait que le producteur français a des concurrents à l'intérieur même de l'Europe avec des pratiques souvent déloyales. Il est absolument essentiel que la France reprenne aujourd'hui la main sur son agriculture. Qu'elle comprenne que les enjeux économiques, sociaux et environnementaux sont tels dans notre pays qu'elle ne peut pas laisser toute latitude à Bruxelles. On ne peut pas dire, on gère la Bretagne comme on gère les grands espaces de la Roumanie ou de la Bulgarie. L'agriculture est un secteur d'intérêt général, la France ne doit pas connaître pour l'agriculture ce qu'elle a vécu avec la désindustrialisation. Nous avons trop laissé la main à Bruxelles.

Le monde agricole ne semble pas entendu : en juillet 2019, les députés ont approuvé la ratification du CETA (*) en dépit des craintes de plusieurs filières...

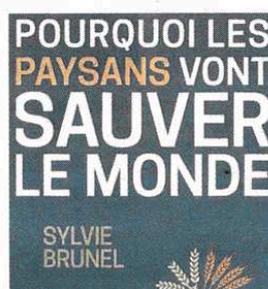
Les agriculteurs souffrent énormément du sentiment d'être des variables d'ajustement. On ne se préoccupe pas de leurs intérêts avant de prendre des décisions politiques ou économiques. Politiques, quand il s'agit, par exemple, de sanctions contre la Russie en 2014 après l'annexion de la Crimée. Jusqu'au début des années 90, c'était quelque chose qui n'existait pas. Mitterrand faisait cam-

pagne avec un village de la Nièvre en arrière-plan sur ses affiches, Chirac mangeait des pommes. Pour le CETA, il y a une faute grave de la part de notre gouvernement d'autant que les Canadiens ont des exceptions pour leurs produits. Il aurait fallu des clauses de sauvegarde.

Peut-on être optimiste pour l'agriculture française ?

La France a justement son propre modèle et son propre modèle, c'est la diversité des terroirs, des filières, des productions. Ce qui est très important, c'est ce caractère pluriel. Aujourd'hui, on est quand même un peu monomaniac. On voudrait tout passer au bio. Si le bio est aujourd'hui rémunérateur, c'est parce qu'il s'agit d'une niche. Si tout le monde passe au bio, la guerre des prix va étrangler les producteurs. Quant à l'agriculture conventionnelle, elle ne mérite pas son nom car elle ne cesse d'innover. Le prix reste une donnée essentielle pour les consommateurs. N'oublions surtout pas que neuf millions de Français sont pauvres, on l'a bien vu avec la crise des gilets jaunes. Les agriculteurs sont parties prenantes du grand dessein de la France de demain. Et c'est un facteur positif.

* Accord commercial de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada



T Sur le telegramme.fr

L'interview complète de Sylvie Brunel